

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

de la Communauté d'agglomération du Libournais

ARRETE N° 2025 - 374

PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE DU PROJET DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE LIBOURNE

Le Président de la communauté d'agglomération du Libournais ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la délibération d'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Libourne en date du 15 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali en date du 14 décembre 2017 approuvant la mise en compatibilité suite à déclaration de projet pour la création du pôle aquatique des Dagueys et une zone d'activités économiques ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali d'approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Libourne en date du 20 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali d'approbation de la révision à objet unique n°2 du PLU de la commune de Libourne en date du 2 juin 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali d'approbation de la révision à objet unique n°4 du PLU de la commune de Libourne en date du 2 juin 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali d'approbation de la révision à objet unique n°5 du PLU de la commune de Libourne en date du 2 juin 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali d'approbation de la révision à objet unique n°6 du PLU de la commune de Libourne en date du 2 juin 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali d'approbation de la modification n°1 du PLU de la commune de Libourne en date du 24 mars 2022 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali de prescription de la révision à objet unique n°7 du PLU de la commune de Libourne en date du 15 décembre 2022 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali de prescription de la modification de droit commun n°2 du PLU de la commune de Libourne en date du 20 septembre 2023 ;

Vu la délibération de la commune de Libourne du 18 mars 2024 demandant à La Cali de prescrire la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Libourne ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Cali de prescription de la modification de droit commun n°2 du PLU de la commune de Libourne en date du 20 septembre 2023 ;

Vu la décision n° E25000082/33 en date du 3 juin 2025 du Président du tribunal administratif de Bordeaux désignant M. DURAND, Commissaire divisionnaire retraité, en qualité de commissaire enquêteur titulaire chargé de conduire l'enquête publique relative au projet de modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Libourne ;

Vu les avis des personnes publiques associées ou consultées ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale n°MRAe 2025ACNA71 (dossier KPPAC-2025-017751) du 12 juin 2025 ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Libourne pour une durée de 38 jours consécutifs, à compter du 7 juillet 2025 à 9h00 jusqu'au 13 août 2025 à 17h00,

Le projet de modification de droit commun a pour objectif :

- de faire évoluer les zones 2AU et 2AUy du secteur de la Lamberte en zone 1AU ;
- de faire évoluer l'Orientation d'Aménagement et de Programmation couvrant le secteur de la Lamberte ;
- de supprimer tout ou partie des Emplacements Réservés sur le secteur de la Lamberte.

ARTICLE 2 :

Au terme de cette enquête publique, le conseil communautaire approuvera la modification de droit commun du PLU, éventuellement modifiée suite aux avis des personnes publiques associées, au rapport et avis du commissaire enquêteur et aux décisions de la commission urbanisme.

ARTICLE 3 :

Afin de conduire l'enquête publique, le président du tribunal administratif de Bordeaux a désigné M. DURAND, Commissaire divisionnaire retraité, en qualité de commissaire-enquêteur.

ARTICLE 4 :

Le dossier complet du projet de modification de droit commun du PLU et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé préalablement à l'ouverture de l'enquête publique par M. DURAND Gérard, commissaire-enquêteur, seront déposés au siège de la Communauté d'agglomération et en mairie de Libourne et mis à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir le :

A La Cali (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

♣ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

A la mairie de Libourne : 42 place Abel Surchamp 33500 Libourne:

♣ Du Lundi au Vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 13h15 à 17h00

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la communauté d'agglomération à l'adresse suivante : www.lacali.fr.

Chacun pourra ainsi prendre connaissance du dossier de modification de droit commun et consigner ses observations, soit :

- ♣ sur le registre d'enquête ;
- ♣ les adresser par écrit à Monsieur le commissaire-enquêteur au siège de la communauté d'Agglomération (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne) ;
- ♣ les adresser par courrier électronique à l'adresse e-mail suivante : enquetepublique@lacali.fr, avec la mention en objet :

Pour la modification de droit commun « courrier à l'attention du commissaire enquêteur pour le projet de modification de droit commun n°2 du PLU de Libourne »,

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne pourra :

- demander des informations ;
- obtenir, sur sa demande et à ses frais, communication du dossier d'enquête publique ; auprès du Responsable du service urbanisme de La Cali.

ARTICLE 5 :

Le commissaire-enquêteur recevra le public dans les locaux de la mairie de Libourne : 42 place Abel Surchamp 33500 Libourne aux jours et heures suivants :

- ✓ lundi 7 juillet 2025 de 9h00 à 12h00
- ✓ vendredi 25 juillet 2025 de 9h00 à 12h00
- ✓ mardi 5 août 2025 de 14h00 à 17h00
- ✓ Mercredi 13 août 2025 de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération et en mairie sera mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur dressera dans les 8 jours après clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations et le remettra au président de la communauté d'agglomération, responsable du projet.

Le Président de la communauté d'agglomération disposera de 15 jours à la date de la remise de ce procès-verbal pour produire les observations éventuelles de la commune en réponse.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête, soit au plus tard le 13 septembre 2025, pour transmettre au président de la communauté d'agglomération le dossier d'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions et avis motivés. Un délai pourra être accordé au commissaire-enquêteur, sur sa demande motivée.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

ARTICLE 7 :

A partir de la remise du rapport et des conclusions, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur au service urbanisme de la communauté d'agglomération et à la mairie de la commune de Libourne durant les heures d'ouverture, à savoir le :

A la Cali (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

▲ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

A la mairie de la ville de Libourne : 42 place Abel Surchamp 33500 Libourne:

▲ Du Lundi au Vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 13h15 à 17h00

Ces documents seront consultables pendant un an à partir de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la Communauté d'agglomération du Libournais et en mairie et sur tous les emplacements prévus habituellement sur le territoire pour l'information du public et à proximité des lieux concernés par le projet de modification de droit commun du PLU, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il respectera l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement, à savoir :

« les affiches mentionnées au III de l'article R 123-11 mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. »

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat du président de la Communauté d'agglomération du Libournais et du maire.

Cet avis au public sera également consultable, le cas échéant, sur le site internet de la communauté d'Agglomération : www.lacali.fr.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

ARTICLE 9 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au service d'urbanisme de la préfecture du département de la Gironde où le public pourra les consulter, ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération du Libournais et en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le président de la communauté d'agglomération du Libournais publie le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

ARTICLE 10 :

Monsieur DURAND, commissaire-enquêteur, et le Président de La Cali, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- ✧ Monsieur le sous-préfet de Libourne ;
- ✧ Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux ;
- ✧ Monsieur le commissaire enquêteur.

A Libourne, le 17 juin 2025

Monsieur Philippe BUISSON
Président de La Cali

